



Jeudi 12 janvier 2023

Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef

Borne a mis ce mardi les dernières paroles sur la chanson gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. L'âge légal de la retraite serait repoussé à 64 ans et l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans arriverait dès 2027. Bref, une alternative : crever au boulot ou dans la misère. Il ne reste plus qu'un seul faux suspense : le gouvernement aura-t-il besoin du recours au 49.3 ?

49.3 ou pas : c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti, le chef de LR, qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être !

Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser.

D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale ! Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse.

Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer !

18000 suppressions de postes chez Amazon !

Après de premières rumeurs de 10000 suppressions d'emplois en novembre dernier, l'information se précise : Amazon prévoit plus de 18000 suppressions de postes au monde, dont en Europe. Nous ne savons pas encore si notre site à Brétigny sera concerné. Mais entre les CDD, l'intérim, la sous-traitance et les suppressions de postes, ne laissons pas Amazon nous traiter comme des kleenex qu'on jette après utilisation. On n'est pas des variables d'ajustement !

Encore et toujours : Nos vies, pas leurs profits

Dans la nuit du 27 au 28 décembre, un collègue a une fois de plus été victime d'un accident sur notre site. Agent de sécurité, il a été grièvement blessé en se retrouvant coincé entre un véhicule et un portail à l'entrée des marchandises. Il y avait pourtant déjà eu des alertes car on sait l'ouverture manuelle des barrières peut mener à un tel accident. Après l'électrification d'un collègue sur le chantier d'extension, ce n'est qu'un exemple de plus que la direction n'en a rien à faire de notre sécurité. Une enquête a été ouverte, mais elle vise le conducteur, et pas la direction du site. Pourtant c'est bien Amazon qui est responsable, qui fait passer ses profits avant notre sécurité et notre santé

On ne se gèlera pas pour leurs économies

Pendant la période de froid en décembre, les quais constamment ouverts ont fait chuter les températures sur le site. Déjà que nos conditions de travail sont intolérables, si en plus on se les gèle... Et ce ne sont pas les quelques vestes distribuées qui changeront quelque chose. Si la direction veut faire des économies d'énergie, qu'elle les fasse ailleurs que sur notre dos. Sinon, on va nous-mêmes réchauffer l'atmosphère !

Evry : les salariés TICE en grève

Depuis le 3 janvier, environ 200 des presque 400 salariés du réseau de bus d'Evry, les TICE, sont en grève reconductible illimitée. Ils revendiquent 12 % d'augmentation de salaires pour rattraper l'inflation. Ils ont refusé une première offre de 3,75 % de la part de la direction et continuent la grève. Si les transports sont perturbés, c'est la faute de la direction qui refuse de payer des salaires décents.

Depuis des mois, les salariés des entreprises de transports se mobilisent contre l'inflation et l'ouverture à la concurrence qui entraîne la dégradation des conditions de travail et du service pour les usagers. Ils ont toute notre solidarité !

Bonne année, bonne santé ?

Le 6 janvier, Macron s'est rendu à l'hôpital de Corbeil pour annoncer son soi-disant « plan de rénovation de l'hôpital ». Il a été accueilli par quelques soignantes triées sur le volet... et par un comité d'accueil de syndicalistes et de militants, que la police avait repoussé à des centaines de mètres au bord de la route.

Il s'est étonné que les soignants soient exaspérés alors qu'il avait lâché quelques primes lors du « Ségur de la santé » en 2020. Il ne sait pas que le système de santé est à bout de souffle, qu'on galère à trouver un rendez-vous chez le généraliste et qu'on attend des heures aux urgences ?

Plutôt que de mettre des moyens pour la santé, il veut faire essorer davantage les soignants en supprimant les 35 heures (que plus personne ne respecte vu la charge de travail) donc le paiement heures supplémentaires... C'est clair que ça va régler le problème du sous-effectif !

Un pansement moisi sur une plaie ouverte : c'est ça le plan du gouvernement ?

Des milliers de manifestants à Paris en solidarité avec le peuple kurde

Deux semaines après l'attentat raciste contre le centre culturel kurde Ahmet-Kaya, où trois militants kurdes étaient abattus par le tueur, la manifestation du samedi 7 janvier rendait hommage aux trois militantes kurdes assassinées il y a dix ans en plein cœur de Paris. Plusieurs milliers y ont participé. Alors que la responsabilité des services secrets et des plus hauts sommets de l'État turc dans ce triple homicide était claire pour tous, l'enquête a été étouffée et les autorités turques n'ont jamais été inquiétées par la justice française !

Pour l'État français, le sort du peuple kurde est bien secondaire : il lui est bien plus important de rester en bons termes avec Erdoğan, dont le régime autoritaire mène encore aujourd'hui une offensive meurtrière contre le Kurdistan.

Pour contacter le NPA :



Web : nouveupartianticapitaliste.fr

FB : Nouveau Parti Anticapitaliste – NPA

Twitter: @NPA_NouvParAnti

Instagram: @npanouveupartianticapitaliste